

**Comité professionnel de normalisation comptable
pour les industries de la construction électrique et électronique.**

Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'industrie,

Vu le décret n° 62-470 du 13 avril 1962 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 en ce qui concerne l'application progressive du plan comptable général,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Il est créé un comité professionnel chargé d'adapter les règles du plan comptable général aux besoins et moyens des industries de la construction électrique et électronique.

Art. 2. — Ce comité professionnel est constitué comme suit :

M. Maurice Loutrel, vice-président directeur général de la société Le Transformateur, président du comité ;

M. Bernard Deshayes, sous-directeur de la comptabilité centrale à la Compagnie générale de télégraphie sans fil ;

M. Paul Legrand, directeur des études budgétaires et de la comptabilité à la Société générale de constructions électriques et mécaniques A'sthom ;

M. Jacques Monin, directeur à la fédération nationale des industries électroniques,

Ou en qualité de suppléant, M. Robert Jourdain, chef des services comptables de la Société anonyme de télécommunications, représentant les organisations patronales professionnelles.

M. Michel Reynaud, attaché de direction à l'association des ouvriers en instruments de précision, représentant les entreprises à forme coopérative.

M. Jean-Jacques Lordonnois, expert comptable ;

M. André Steinlin, inspecteur principal au contrôle et à l'organisation des comptabilités à la Compagnie générale d'électricité, désignés par le syndicat général de la construction électrique.

M. René Roy, directeur financier de la Société Merlin et Gerin, représentant la commission permanente d'étude des prix de revient et de comparaisons économiques de la construction électrique et électronique.

Le directeur des industries mécaniques et électriques ou son représentant, représentant le ministère de l'industrie.

Un représentant du commissariat général du plan d'équipement et de la productivité ;

Un représentant du service des études économiques et financières du ministère des finances et des affaires économiques ;

Un représentant de l'institut national de la statistique et des études économiques ;

M. Georges Peaut, directeur de services administratifs et comptables ;

M. René Sauquet, ingénieur conseil ;

M. André Feunteun, contrôleur de l'armée,

Ou, en qualité de suppléants :

M. Claude Jacquet, expert comptable ;

M. Robert Pinoteau, directeur de comptabilité, représentant le conseil national de la comptabilité.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 octobre 1964.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation :

Le chargé de mission auprès du ministre,
MICHEL PONIATOWSKI.

Le ministre de l'industrie,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
ROBERT GARDELLINI.

Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre et du directeur général de la caisse des dépôts et consignations en date du 24 octobre 1964, la démission de M. Jacob (Pierre-François-Louis), attaché d'administration de 2^e classe, 3^e échelon, à la caisse des dépôts et consignations, est acceptée.

Caisse des dépôts et consignations.

Par arrêté du Premier ministre, du secrétaire d'Etat au budget et du directeur général de la caisse des dépôts et consignations en date du 15 octobre 1964, M. Mongrand (Jean-Clément-Jacques), administrateur civil de 1^{re} classe à la caisse des dépôts, est détaché, à compter du 1^{er} juin 1964, et pour une période d'une durée maximale de cinq ans, auprès de la caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie, pour y exercer les fonctions d'agent comptable.

Direction générale des impôts.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 11 septembre 1964, M. Gilles (René), inspecteur des impôts, a été placé en service détaché, pour une période maximum de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1964, auprès du service des alcools.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Création du brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique qui confère à ses titulaires le droit d'enseigner à titre rémunéré la plongée subaquatique.

Pour être admis à se présenter aux épreuves de l'examen pour l'obtention de ce brevet, il faut être âgé de vingt et un ans accomplis et subir avec succès un test probatoire ou posséder dans le domaine de la plongée subaquatique des titres techniques jugés suffisants.

Art. 2. — Tout candidat à l'examen prévu à l'article 1^{er} ci-dessus doit adresser à cet effet, au moins un mois avant la date de l'examen, au chef du service de la jeunesse et des sports du département où a lieu l'examen un dossier comprenant les pièces suivantes :

1° Une demande d'autorisation de se présenter à l'examen pour l'obtention du brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique ;

2° Un extrait d'acte de naissance ;

3° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois mois ;

4° Un certificat médical d'aptitude à la plongée subaquatique délivré depuis moins de trois mois et établi sur le modèle de fiche prévu par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports après examen spécialisé pratiqué par un médecin compétent en matière de plongée ;

5° Deux photos d'identité ;

6° Une copie certifiée conforme ou une photocopie des titres techniques visés à l'article 1^{er}, accompagnée éventuellement d'un palmarès et de toutes autres références dans le domaine de la plongée subaquatique attestés par le président de l'association dont dépend l'intéressé.

Art. 3. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique est nommé par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports et comprend :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ou son représentant, président.

Trois représentants du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Un médecin désigné par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Cinq représentants de la fédération française d'études et de sports sous-marins.

Art. 4. — L'examen de moniteur de plongée subaquatique comporte les épreuves suivantes :

A. — EPREUVES PRATIQUES (13 épreuves).

1° En maillot de bain.

a) Effectuer un parcours de 200 mètres en moins de six minutes. Immédiatement après, prendre un mannequin immergé par fond de 5 mètres, le remonter à la surface et le maintenir, le visage hors de l'eau, pendant deux minutes.

Le poids du mannequin posé dans l'eau à cette profondeur doit être de 1,500 kg.

b) Effectuer trois fois vingt secondes d'apnée, à dix secondes d'intervalle.

2° En vêtement isothermique et avec masque, tuba, palmes et ceinture de lest.

- a) Effectuer en surface un parcours de 1.500 mètres en groupe, derrière un instructeur qui règle l'allure.
b) Descendre en plongée libre à 15 mètres.

3° Equipé d'un scaphandre autonome.

a) Effectuer, derrière un instructeur réglant l'allure, un parcours de 1.000 mètres avec tuba, sans se servir du scaphandre.

b) Sauter de 3 mètres de hauteur et nager, sans faire surface et le plus rapidement possible, en direction d'une bouée placée à 50 mètres. Faire surface le plus près possible de cette bouée, repartir en plongée « canard » et répéter le même exercice en direction d'une deuxième bouée placée à 50 mètres de la première.

Effectuer, à l'aide d'un compas et sans faire surface, un parcours formant un carré de 30 mètres de côté environ. Pour la notation, il sera tenu compte de la rectitude du parcours, de la précision d'arrivée et du temps.

Remonter de 30 mètres de fond un plongeur équipé du scaphandre autonome, le ramener, la tête hors de l'eau, à une embarcation mouillée à 100 mètres et le déséquiper.

c) Epreuve d'adaptation en profondeur: plonger dans le « bleu » sans repère jusqu'à 50 mètres et, à cette profondeur, faire, recevoir et interpréter les signaux du code de plongée.

L'examineur se tiendra à quelques mètres au-dessus du candidat pendant la descente, et à quelques mètres au-dessous pendant la remontée.

Pour cet exercice, la descente est considérée comme parfaite si le candidat l'effectue à la verticale, sans rotation autour de l'axe vertical.

d) Plonger à 30 mètres et remonter sans embout.

e) Plonger à 40 mètres, puis remonter aussitôt avec une bouée, en contrôlant sa remontée et en effectuant un palier d'une durée d'une minute.

4° Navigation et matelotage.

a) Suivre un plongeur à ses bulles à partir d'une embarcation et l'aider à remonter à bord après qu'il s'est déséquipé dans l'eau.

b) Faire les nœuds utilisés habituellement en nautisme et en plongée.

c) Effectuer un parcours en embarcation à moteur: appareillage, mouillage, accostage.

5° Secourisme.

Notions générales de secourisme, et en particulier secours d'urgence en cas d'accidents de plongée, d'hydrocution, de noyades, etc.

B. — EPREUVES PÉDAGOGIQUES (3 épreuves).

a) Principes de base de la plongée, le matériel, consignes d'utilisation de ce matériel (exposé à un groupe d'élèves).

b) Equipement d'un plongeur débutant (démonstration et exposé).

c) Epreuve de pédagogie pratique appliquée (conduite d'une leçon de plongée à deux ou trois plongeurs débutants).

C. — EPREUVES ÉCRITES (4 épreuves).

a) Epreuve de physique appliquée à la plongée.

b) Epreuve de physiologie appliquée à la plongée.

c) Calculs et solutions de deux problèmes d'au moins deux plongées successives.

d) Epreuve portant sur les signes et les traitements des accidents de plongée.

D. — EPREUVES ORALES (2 épreuves).

a) Interrogation sur le matériel de plongée, y compris le compresseur.

b) Interrogation sur l'équipement du plongeur et l'enseignement théorique de la plongée.

Chaque épreuve de l'examen est notée sur 20. Pour chacune des épreuves pratiques, la note 0 est éliminatoire. Pour obtenir le brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique, les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 220 points.

Art. 5. — Les personnes titulaires du brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique doivent subir tous les cinq ans un examen de révision et, en outre, un examen médical d'aptitude à la plongée subaquatique dont les résultats seront consignés sur la fiche prévue à l'article 2 (§ 4).

Les personnes visées à l'alinéa précédent qui n'auront pas subi avec succès les épreuves de l'examen de révision ou qui ne se seront pas présentées à cet examen, à moins d'excuse reconnue valable, ou qui seront reconnues incapables à l'examen médical ne pourront enseigner contre rémunération la plongée subaquatique. Toutefois, des dérogations pourront être accordées par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, après avis du comité consultatif de l'enseignement de la plongée subaquatique, dont la composition et le rôle seront fixés par arrêté du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Art. 6. — L'examen de révision prévu à l'article 5 comporte les épreuves suivantes:

A. — Epreuves pratiques (prévues à l'article 4):

- 1° En maillot de bain: épreuve a;
- 2° En vêtement isothermique et avec masque, tuba, palmes et ceinture de lest: épreuve b;
- 3° Equipé du scaphandre autonome: épreuves d et e.

B. — Epreuve orale:

Interrogation sur la plongée.

Chaque épreuve de l'examen de révision est notée sur 20. Pour être admis, les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 50 points.

Le secrétaire du comité consultatif susvisé informe les moniteurs qui doivent le subir.

Le jury chargé de cet examen a la même composition que celui prévu à l'article 3.

Art. 7. — Les personnes titulaires du brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique ne pourront enseigner contre rémunération la plongée subaquatique que jusqu'à l'âge de soixante ans, sauf dérogation accordée par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports après avis du comité consultatif de l'enseignement de la plongée subaquatique et sur présentation du certificat médical prévu à l'article 2 ci-dessus.

Art. 8. — Le brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique sera délivré sur titres et sans examen aux personnes qui, exerçant à la date du 8 août 1963, seront titulaires d'un des diplômes ou brevets dont la liste sera établie par arrêté du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur proposition du comité consultatif de l'enseignement de la plongée subaquatique.

A titre transitoire, les moniteurs ayant acquis ces diplômes ou brevets entre le 8 août 1963 et le dernier jour du troisième mois suivant la date de publication du présent arrêté subiront un examen dont les épreuves seront celles de l'examen de révision prévu aux articles 5 et 6 ci-dessus.

Art. 9. — Le délégué général aux sports et à la préparation olympique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 septembre 1964.

Pour le ministre et par délégation:

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

Le directeur du cabinet,
OLIVIER PHILIP.

Liste des titres admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de licence en droit dans les facultés de droit et des sciences économiques.

Le ministre de l'Éducation nationale,

Vu le décret n° 62-768 du 10 juillet 1962 fixant le régime des études et des examens de la licence en droit et de la première année de la licence ès sciences économiques;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1963 fixant la liste des titres admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de licence en droit dans les facultés de droit et des sciences économiques, complété par l'arrêté du 30 décembre 1963;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur,

Arrête:

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 23 juillet 1963 fixant la liste des titres admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de licence en droit dans les facultés de droit et des sciences économiques est complété comme suit:

Diplôme de l'institut des hautes études de droit rural et d'économie agricole de Paris.

Diplôme de l'institut d'études économiques et juridiques appliquées à la construction et à l'habitation (Conservatoire national des arts et métiers).

Diplôme d'ingénieur commercial de l'institut commercial de l'université de Nancy.

Diplôme de l'école nationale des langues orientales vivantes.

Diplôme de l'école supérieure des sciences économiques et commerciales (institut catholique de Paris).

Diplôme de docteur vétérinaire.

Certificat de sciences criminelles de l'institut de sciences criminelles de l'université de Poitiers.

Diplôme supérieur d'études commerciales administratives et financières obtenu par les candidats de la section juridique des écoles supérieures de commerce.

Certificat de droit et économie des pays d'Afrique de la faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

Diplôme de l'institut de droit comparé de l'université de Paris.

Art. 2. — Les recteurs d'académie sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 octobre 1964.

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,
JEAN DOURS.